



Ligue suisse des droits de l'Homme

Section vaudoise

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2018

L'année 2018 a été principalement consacrée à combattre l'initiative populaire fédérale « Le droit suisse au lieu de juges étrangers (initiative pour l'autodétermination) » de l'Union démocratique du centre (UDC), une initiative dont l'objectif était la résiliation de la Convention européenne des droits de l'Homme par la Suisse, soumise au vote en novembre 2018. Notre section a pris le leadership de la coordination des membres de la société civile dans le canton de Vaud et nous y avons piloté la campagne. Cette dernière a été l'occasion de recruter de nouveaux membres et de se faire connaître au sein des milieux associatifs, ainsi que de l'opinion publique. Parallèlement, notre travail de visite de prisons s'est poursuivi. De nouvelles membres du Comité sont aussi venues renforcer ce dernier. Le travail de réorganisation de la section, notamment de création des commissions internes, a été partiellement mis en *stand-by* en raison de l'activité liée à la campagne, même si de nombreux nouveaux membres recrutés durant la campagne se sont annoncés intéressés à participer à des commissions par la suite.

Table des matières

<u>COMITE</u>	<u>3</u>	<u>COMMISSIONS</u>	<u>8</u>
COMPOSITION DU COMITE	3	COMMISSION DETENTION	8
ACTIVITES DU COMITE	3	COMMISSION FORMATION (COMMFORM)	9
<u>ASSEMBLEES GENERALES</u>	<u>3</u>	COMMISSION DE LUTTE CONTRE LES ABUS POLICIERS (CLAP)	9
ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE	3	COMMISSION MIGRATIONS	10
ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE	4	MILITANTS	10
<u>MEMBRES</u>	<u>4</u>	<u>INTERSECTIONS</u>	<u>10</u>
<u>COMPTE</u>	<u>5</u>	FIDH	10
COMPTE CCP	5	DECES DE DORIS LEUENBERGER	10
CAISSE	5	RENCONTRES	10
REVENUS	5	INTERVENTIONS COMMUNES	11
DEPENSES	5	DEVELOPPEMENT	11
COMMENTAIRE	5	<u>COMMUNICATION</u>	<u>11</u>
<u>ACTIVITES DE LA SECTION</u>	<u>6</u>	NEWSLETTERS	11
CAMPAGNE CONTRE L'INITIATIVE POPULAIRE FEDERALE « LE DROIT SUISSE AU LIEU DE JUGES ETRANGERS (INITIATIVE POUR L'AUTODETERMINATION) »	6	COMMUNIQUE DE PRESSE	12
VIOLENCES POLICIERES	7	SITE INTERNET WWW.LSDH.CH	13
FEDERATION INTERNATIONALE DES LIGUES DES DROITS DE L'HOMME (FIDH)	8	FACEBOOK	13
DEMANDES DE SOUTIEN	8	TWITTER	14
		<u>CONCLUSION : UNE ANNEE DE MOBILISATION</u>	<u>14</u>
		<u>REMERCIEMENTS</u>	<u>15</u>

Comité

Composition du Comité

Yan Giroud a présidé la section en 2018, épaulé par Arnaud Thiéry, vice-président. Le Comité a été élu comme suit pour 2018 :

- Yan Giroud, président.
- Arnaud Thiéry, vice-président.
- Pierre-André Martinet, trésorier.
- Ihsan Kurt, membre ordinaire.

Yan Giroud et Arnaud Thiéry ont été élus délégués de la section au Comité central de la Ligue suisse des droits de l'Homme, mais ce dernier n'a pas pu se rencontrer en 2018. De nombreux contacts téléphoniques et par courrier électronique ont néanmoins eu lieu avec la section de Genève et avec la Ligue suisse des droits de l'Homme.

Francine Sacco a rejoint le Comité en cours d'année, afin d'y soutenir ses activités administratives. Nicole Genet a également participé à plusieurs séances du Comité.

Romain Pillioud, engagé de début juillet à fin novembre 2018 comme coordinateur de campagne à 15%, a également participé aux séances du Comité avec voix consultative durant cette période.

Activités du Comité

Le Comité de section s'est réuni à 9 reprises. Les séances se sont tenues en l'étude de M^e Arnaud Thiéry, vice-président de la section - qu'il en soit ici remercié.

Il a eu pour tâche principale en 2018 de piloter la campagne vaudoise contre l'initiative « contre les juges étrangers » et a ainsi participé et/ou coorganisé 13 rencontres du Comité de la Coordination romande contre cette initiative ou de son bureau et coordonné la campagne de la société civile dans le canton de Vaud. Un flyer de présentation de la section et des affiches F4 (réalisés à l'interne) ont en outre été imprimés en vue des stands organisés dans le cadre de la campagne.

Un second axe d'activité important a été l'implication de membres du Comité au sein d'un métacollectif associatif engagé contre les violences policières à caractère raciste dans le canton.

Assemblées générales

Assemblée générale ordinaire

L'Assemblée générale ordinaire 2018 a eu lieu le 6 juin 2018 à la Brasserie du Lausanne-Moudon. Huit personnes étaient présentes, huit autres étaient excusées. Yan Giroud a été réélu à la présidence. Le poste de secrétaire est resté vacant. Yan Giroud et Arnaud Thiéry ont été élus pour représenter la section au Comité central. Décharge a été donnée au Comité pour l'année 2017. Nicole Genet et Adrienne Favre ont été élues vérificatrices des comptes.

Le procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire du 13 septembre 2017 a été définitivement perdu et n'a pu être adopté. L'assemblée du 13 septembre 2017 ayant porté sur la révision des statuts,

il est décidé de resoumettre les propositions de modification de ces derniers présentées par le Comité à un nouveau vote des membres. Une nouvelle Assemblée générale sera organisée à cette fin.

Un budget de campagne exceptionnel de 8'200.00 CHF a été octroyé au Comité pour la campagne contre l'initiative de l'UDC et le principe d'engager un coordinateur ou une coordinatrice durant la campagne a été validé.

La cotisation a été maintenue à 50.00 CHF pour 2018.

Assemblée générale extraordinaire

Une Assemblée générale extraordinaire a été organisée le 10 décembre 2018 à l'Espace Dickens. Cinq personnes y ont participé, quinze s'y sont excusées. Les propositions de modification des statuts de la section ont été à nouveau discutées et les statuts 2018 définitivement adoptés.

Les principales modifications sont les suivantes :

- Changement des classes de cotisation.
- Limitation du sociétariat à la Suisse.
- Mention du statut d'association bénévole.
- Introduction de procédures pour la démission et l'exclusion des membres.
- Redéfinition des tâches du Comité et de l'Assemblée générale.
- Création d'un bureau du Comité.
- Intégration des Commissions.
- Allongement à 30 jours du délai de convocation d'une Assemblée générale.
- Introduction d'une procédure d'élection aux instances nationales de la LSDH.
- Modification des droits de signature.

Membres

Au 31 décembre 2018, la section comptait un total de **80 membres**, nombre stable par rapport à l'année 2017 (80 membres). Nous avons eu huit nouveaux membres, deux décès et deux démissions. Quatre personnes parties sans laisser d'adresse et présentant d'importants arriérés de cotisation ont été sorties du fichier des membres. Nous n'avons donc pas atteint notre objectif de « 100 membres » à fin 2018. Toutefois, nous avons eu de nombreux contacts avec des membres potentiels durant la campagne de votation de novembre et plus de membres sont intéressés à s'engager dans le travail des commissions.

Un important arriéré de cotisations, s'élevant à 3'350.00 CHF, est encore à signaler sur les cinq dernières années. Un rappel sera adressé en 2019 aux retardataires et des prises de contacts personnels seront effectuées pour régulariser la situation. Au besoin et conformément aux nouveaux statuts, les personnes présentant des arriérés de cotisation de plus de trois ans ou parties sans laisser d'adresse seront sorties du fichier des membres.

Il reste important d'améliorer notre capacité financière. Aussi, des actions de recrutement seront entreprises en 2019.

Comptes

Compte CCP

Au 1^{er} janvier 2018, l'avoir sur le compte CCP 10-241907-1 se montait à 10'619.78 CHF

Au 31 décembre 2018, l'avoir en compte se montait à **5'566.51 CHF** en diminution de 5'053.27 CHF par rapport au 31 décembre 2017.

Caisse

Le total en caisse s'élève à 0.00 CHF (plus quelques timbres).

Revenus

Les revenus de cette année se sont montés à **6'905.00 CHF**.

Cotisations des membres : 3'390.00 CHF (stables par rapport à 2017).

Dons de campagne : 2'450.00 CHF

Remboursements :

- Ligue suisse : 465.25 CHF
- StopExclusion : 600.00 CHF

Dépenses

Les dépenses de cette année se sont montées à **12'358.50 CHF**.

Aides : 100.00 CHF.

Actions, dont campagne « Juges étrangers » : 10'805.10 CHF.

Assemblées générales : 335.30 CHF.

Frais de CCP : 167.10 CHF.

Actifs transitoires : 614.25 CHF (cotisation 2018 à la Ligue suisse et ass. sociales R. Pilloud).

Frais administratifs : 651.00 CHF, en baisse par rapport à 2017 (1239.60).

Commentaire

L'assemblée générale 2018 a alloué un budget de 8'200.00 CHF au Comité pour la campagne de votation du 25 novembre 2018, hors dons de campagne. Ces derniers se sont montés à 2'450.0 CHF et StopExclusion nous a remboursé 600.00 CHF de location de salle dans le cadre de la campagne.

Le poste **Campagne « Juges étrangers »** se monte donc à **8'069.35 CHF**, soit dans le budget octroyé par l'AG 2018.

La Ligue suisse ne nous a pas encore envoyé son décompte pour nos cotisations 2018, s'élevant à 300.00 CHF, qui ont été passées en actifs transitoires, de même que le paiement des assurances sociales de Romain Pilloud que l'AVS ne nous a pas encore facturé.

Nos remerciements vont à nos généreux donateurs. Un courrier leur sera personnellement adressé prochainement.

Activités de la section

Campagne contre l'initiative populaire fédérale « Le droit suisse au lieu de juges étrangers (initiative pour l'autodétermination) »

Facteur D s'étant retiré de la coordination de la campagne contre l'initiative de l'UDC en Suisse romande, nous avons pris le relai et, en collaboration avec StopExclusion (GE), avons organisé une rencontre le 24 mars 2018 à la Brasserie du Lausanne-Moudon avec les autres composantes romandes de la société civile intéressées par cette votation. Une trentaine de personnes issues de la plupart des cantons romands y a participé et a permis de créer le « Comité romand : non à l'initiative anti-droits humains », qui a été rejoint par la suite par une quarantaine d'organisations romandes actives dans divers domaines : droits humains, partis politiques, syndicats, LGBTIQ, handicap, droits des migrants, asile, etc. Nous avons ensuite participé et/ou coorganisé 12 autres rencontres dans le cadre du Comité romand et de son bureau et coordonné la campagne de la société civile dans le canton de Vaud.

La section a engagé Romain Pilloud en contrat à durée déterminée comme coordinateur de campagne à 15% de juillet à novembre 2018. *« L'engagement a été grand. Sans la LSDH, la campagne vaudoise aurait été grandement affaiblie et les décisions logistiques et financières prises par la LSDH ont permis de mener une campagne honorable et vivante sur le canton grâce à l'engagement des membres sur les stands, dans la presse et à travers la mobilisation »* [Romain Pilloud, décembre 2018].

Tâches effectuées durant la campagne.

- Mise en page, mise à jour et référencement d'un site internet de campagne pour la coordination romande.
- Prise de contacts avec le Conseil d'Etat vaudois et les Municipalités en vue des prises de positions de ceux-ci contre l'initiative.
- Organisation des stands de campagne vaudois: mise en place d'un planning de campagne, réservation d'emplacements de stands, contact avec les communes et les organisations partenaires de campagne (partis & associations), gestion des inscriptions et de la commande du matériel de stand, participation à une dizaine de stands et de distributions sur l'ensemble de la campagne.
- Prise de contact avec les milieux associatifs afin de les encourager à soutenir la campagne à travers leur nom et un don.
- Mise en avant de la Ligue suisse des droits de l'Homme, de son histoire et de son image auprès du public et des organisations partenaires et de l'Ordre des avocats vaudois (OAV), avec tentatives ponctuelles de recruter de nouveaux-elles membres en Romandie.
- Lectures académiques, rencontres avec des juristes, lecture de la presse, préparation des argumentaires, mise en avant de certains axes de campagne et choix des approches et propos les plus percutants.
- Recherche de fonds :
 - Comité romand : à l'aide d'un crowdfunding et auprès d'associations / partis politiques.

- pour la LSDH-VD : envoi d'une lettre aux quelque 700 membres de l'Ordre des avocats vaudois (OAV).
- Participation active au comité de campagne romand : calendrier et stratégie de campagne, réalisation conjointe de communiqués de presse, stratégie de communication, newsletters, mobilisation.
- Rencontre et coordination avec le comité de campagne vaudois regroupant les partis du centre-droit.
- Participation à quatre débats (2 sur le campus de l'UNIL, 1 à l'école PrEP, 1 dans le Chablais vaudois), co-organisation de l'un d'entre eux et présentation de l'initiative à diverses occasions (Graap, organisations politiques).
- Contact avec les élu-e-s au Conseil National et des personnalités des milieux académiques afin de les intégrer dans une stratégie de campagne ainsi que lors de diverses rencontres, débats...
- Commande et mise en place de 100 panneaux 70x100 le long des routes cantonales vaudoises.
- Commande et gestion du matériel de campagne : affiches, flyers, pins, envoi de matériel à la société civile.
- Gestion des réseaux sociaux : sponsoring Facebook/Instagram ciblé, publications tout au long de la campagne sur Facebook/Twitter, réponse aux questions des internautes, contre-argumentation aux propos des trolls, coordination avec les pages Facebook des organisations partenaires, mise en place d'une stratégie de communication et de diffusion pour la LSDH-VD et le comité romand.
- Envoi de courriers de lecteurs et de lettres d'opinion à la presse vaudoise/romande, avec publication dans le 24heures, le Temps, Bon pour la Tête et interview à Radio Chablais
- Aide à la réalisation de la revue de presse sur l'initiative, en particulier les articles contre l'initiative de août à novembre.

L'engagement de Romain Pilloud dans cette campagne a largement dépassé ce que nous étions en droit d'attendre de lui. Qu'il en soit ici chaleureusement remercié.

Vaud a finalement refusé le texte à 76,6%, Lausanne à 81.9% (Suisse: refus à 66.3%).

Violences policières

Des membres du Comité se sont investis dans le « groupe de travail juridique » (GT Juridique) d'un métacollectif associatif qui s'est créé en 2017 pour réagir à la recrudescence dans le canton de violences policières à caractère raciste, particulièrement envers des personnes originaires d'Afrique subsaharienne. Y participaient diverses associations actives sur le terrain, telles que le Sleep-in de Renens, le Collectif Jean Dutoit, la Maraude, l'OSAR, entre autres. Nous avons participé et/ou coorganisé 6 séances du GT juridique et organisé une séance de formation. Nous avons proposé aux membres de ce GT Juridique de rejoindre la section après la désagrégation du métacollectif durant l'été 2018.

Parallèlement, nous nous sommes publiquement positionné pour la création d'un organe de dépôt de plainte indépendant pour les dénonciations concernant les forces de l'ordre.

Le Comité a également rencontré des représentants des Juristes progressistes vaudois, ainsi que les juristes membres du groupe socialistes au Grand Conseil vaudois en vue de mettre en place synergies et collaborations sur certains dossiers communs.

Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH)

La section, au nom de la LSDH-CH, a répondu à trois appels urgents de la FIDH pour soutenir des défenseurs des droits de l'Homme menacés dans leurs pays et a adressé des interpellations aux Chefs de gouvernement et à différents cabinets ministériels du Cameroun, de la République démocratique du Congo et de la France :

- CMR 003 / 0918 / OBS 117 - Disparition forcée de M. Franklin Mowha, Président national de l'association Frontline Fighters for Citizens Interests, 8 octobre 2018.
- COD 001 / 0118 / OBS 007.6 - Condamnation et poursuite de la détention arbitraire de quatre membres du Mouvement Filimbi, 16 octobre 2018.
- FRA 001 / 0518 / OBS 077.1 - Poursuite du harcèlement judiciaire des «3+4 de Briançon», 6 novembre 2018.

Nous nous sommes également joints à la protestation publique de la FIDH contre l'Arabie Saoudite concernant l'assassinat du journaliste Jamal Ahmad Khashoggi au sein de son ambassade en Turquie et demandé une enquête internationale indépendante sur son décès (*Arabie saoudite : le royaume doit répondre de ses actes concernant la répression des voix dissidentes, le meurtre d'un journaliste et les arrestations systématiques de défenseur·e·s des droits des femmes*, 26 octobre 2018).

Demandes de soutien

Plusieurs demandes de soutien nous ont été adressées, soit par le site Internet, soit par Facebook. Elles ne relevaient généralement pas de violations des droits humains et ces personnes ont été dirigées vers des organisations plus adaptées que la nôtre lorsque c'était possible. Certaines ont été entendues dans leur souffrance avec bienveillance, puis une prise en charge psychiatrique leur a été conseillée.

D'autres demandes de soutien, personnelles ou collectives, émanant de l'étranger, la plupart d'Afrique, nous ont été adressées par e-mail ou par Facebook. Elles ont été mises en contact avec la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) ou avec des organisations pertinentes.

Commissions

Commission détention

Président : M^e Arnaud Thiéry (rapport).

La commission détention s'est réunie à une reprise en 2018, étant précisé qu'une séance de suivi a eu lieu au tout début de l'année 2019. Six membres de la commission détention disposent actuellement d'une autorisation de visite délivrée par le Service pénitentiaire vaudois (SPEN).

La commission « détention » de la LSDH-VD a effectué, par le biais de ses membres Bernard Jeandet, et le soussigné, des visites de personnes détenues comme suit :

- Une visite à la Prison de Bellechasse (FR), à un détenu vaudois.
- Une visite à la Prison de la Croisée.

En plus des visites à des personnes détenues, la commission détention a été régulièrement interpellée par courrier et y a régulièrement répondu, avec des délais de traitement variables compte tenu de la fréquence de nos séances et des disponibilités de ses membres. Les réponses ont été données après renseignements pris auprès des autorités compétentes, si cela s'avérait nécessaire. Les thématiques sur lesquelles la commission a été interpellée sont les suivantes :

- Attitude de la police lors d'une intervention et dénonciation de propos homophobes.
- Pétition de détenus des établissements de la Plaine de l'Orbe en lien avec les contrôles de la consommation de THC.
- Situation de personnes risquant un renvoi de Suisse.
- Situation au sein de l'Office d'exécution des peines en lien avec les délais d'établissement des plans d'exécution des peines/sanction.
- Questions posées par des proches de personnes en détention, étant précisé que dans certains cas, le secret de l'enquête empêche de communiquer des informations aux proches.
- Question de l'indépendance (politique) des Juges de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal vaudois.

La commission détention dispose de plusieurs chantiers qu'elle entend mener à bien durant l'année 2019, soit notamment la préparation d'une brochure à disposition des personnes détenues dans le canton de Vaud, dont le texte a été présentée à la cheffe du SPEN. En outre, nous avons alerté les autorités politiques sur la nouvelle pratique en matière d'exécution anticipée de peine, et sur les questions de conditions de détention, en particulier dans les cellules de garde à vue. Enfin, nous suivons avec attention un dossier individuel pour lequel notre intervention a été sollicitée.

Commission Formation (CommForm)

Président : Ihsan Kurt (rapport).

La section s'est engagée fortement contre l'initiative de l'UDC dite «pour l'autodétermination». Nous avons déjà organisé une conférence publique sur ce thème à l'Espace Dickens en septembre 2017 (voir le rapport d'activité de 2017). En 2018, la section a organisé deux autres séances de formations sur ce même thème.

Formation stands et médias - Une première séance de formation a été organisée le 1^{er} septembre 2018 à l'Espace Dickens afin de former les militant-e-s sur les arguments et contre-arguments, juridiques, politiques et économiques de cette initiative. Plus de 25 personnes, membres notamment de notre section, d'Amnesty International, des Verts vaudois, du Parti socialiste vaudois, du Nouveau mouvement européen Suisse (Nomes) y ont participé.

L'objectif de cette formation était de former les personnes engagées dans la campagne et de les préparer à intervenir dans les médias, sur les stands, dans les rues, etc. en leur présentant les différents enjeux de la campagne et en leur rappelant les arguments (et contre-arguments) de la société civile. Sont intervenus durant cette formation :

- Arguments politiques : Ada Marra, politologue, conseillère nationale socialiste,
- Arguments juridiques : Raphaël Mahaim, avocat et député vert au Grand conseil vaudois,
- Arguments économiques : Samuel Bendahan, économiste, conseiller national socialiste.

Parti socialiste de Prilly - A la demande de la section du Parti socialiste de Prilly, une seconde formation a été donnée par Yan Giroud et Ihsan Kurt aux membres de ce parti lors d'une assemblée générale à Castelmont le 27 septembre 2018. Plus de 20 personnes ont assisté à cette formation présentant également les enjeux politiques, juridiques et économiques de cette initiative et nos argumentaires.

Commission de lutte contre les abus policiers (CLAP)

Suite à la désagrégation du métacollectif contre les violences policières durant l'été 2018, nous avons organisé plusieurs séances avec les membres les plus fiables du GT Juridique en vue de poursuivre le

travail de qualité qui y avait été développé et leur avons proposé de rejoindre la section afin d'y créer une nouvelle commission qui serait destinée à :

- conseiller et soutenir les victimes de violences policières,
- intervenir auprès des autorités publiques pour faire cesser les comportements délictueux,
- entreprendre un travail de lobbying politique visant à mettre en place un cadre légal prévenant les dérives au sein des forces de l'ordre,
- effectuer un travail de monitoring des violences policières dans le canton,
- devenir un centre de compétences sur la question des violences policières,
- œuvrer à la création d'un organe de dépôt de plainte indépendant lorsque les forces de l'ordre sont impliquées dans des actes illicites.

Cette commission a été créée en janvier 2019.

Commission migrations

Une Commission migrations, dont les axes d'intervention doivent encore être précisées, est envisagée dans un avenir proche et sera réalisée en 2019.

Militants

Nos militant-e-s ont été sérieusement mis à contribution lors de l'organisation des divers événements de l'année, principalement durant la campagne, où leur présence a été déterminante pour porter nos arguments sur nos stands et les présenter à la population vaudoise. Qu'ils et elles soient ici vivement remerciés de leur investissement.

Intersections

FIDH

Nous avons répondu, au nom de la Ligue suisse et en coordination avec la section genevoise, à plusieurs appels urgents et demandes de soutien public de la FIDH en 2018 (voir *supra*).

Décès de Doris Leuenberger

Nous avons eu la grande tristesse d'apprendre le décès de Doris Leuenberger, présidente de la Ligue suisse des droits de l'Homme, co-présidente de la section genevoise et avocate à Genève. Doris nous a quittés le 28 juin 2018 à l'âge de 63 ans des suites d'une maladie. Yan Giroud et Patrick Herzig se sont rendus à ses obsèques le 4 juillet au cimetière Saint-George à Genève.

Rencontres

Il n'a pas été possible de convoquer de Comité central en 2018. Toutefois, les présidences des sections genevoise et vaudoise ont poursuivi leur dialogue constructif durant l'année et ont eu de nombreux échanges téléphoniques et électropostales.

Interventions communes

A la demande de la section genevoise, une rencontre aurait dû être organisée en fin d'année avec les organisations vaudoises proches des personnes susceptibles d'être détenues à Frambois ou à la Favra, afin de faire connaissance et de faciliter le transfert d'informations. Cette rencontre a dû être reportée à 2019.

Développement

La campagne de votation a été l'occasion de rencontrer des personnes intéressées à créer des sections de la Ligue suisse dans d'autres cantons romands, particulièrement dans le Jura, sur Neuchâtel et Fribourg et peut-être Berne. Ces personnes, ajoutées à nos réseaux personnels, seront recontactées en 2019.

Communication

Les listes de destinataires pour nos newsletters et communiqués de presse ont été étoffées avec les élu-e-s de gauche et du centre-droit au Grand Conseil vaudois, au Conseil d'Etat vaudois, au Conseil national et au Conseil des Etats, ainsi qu'avec une liste des ONG romandes actives dans le domaine (élargi) des droits humains et une autre avec les collaboratrices et collaborateurs du DFAE dans les missions onusiennes (pour les appels urgents de la FIDH essentiellement).

Newsletters

20 newsletters ont été envoyées aux membres en 2018 :

- 9 mars 2018 *Appel à manifester ce samedi à 13h*
(Décès de Mike)
- 20 mars 2018 *Manifestation à Lausanne ce soir*
(Décès de Mike)
- 4 mai 2018 *Invitation à la Coordination romande pour les droits humains*
- 29 mai 2018 *APPEL URGENT - France: Harcèlement judiciaire à l'encontre des « 3 de Briançon »*
- 23 août 2018 *Initiative anti-droits humains: formation des militant-e-s*
- 23 août 2018 *Rechechons bénévoles: un-e secrétaire du Comité + un-e responsable des appels urgents*
- 26 août 2018 *Rechechons bénévoles: un-e secrétaire du Comité + un-e responsable des appels urgents*
- 6 septembre 2018 *La Cour européenne des droits de l'Homme: Enjeux et défis - Vue de l'intérieur*
- 9 octobre 2018 *Crowdfunding: Nous avons besoin de votre soutien.*
- 9 octobre 2018 *Infos de la Ligue suisse des droits de l'Homme*
- 14 octobre 2018 *VAUD - Stands & distributions - NON à l'initiative "anti-droits humains"*

- 28 octobre 2018 *Communiqué de presse - L'Arabie saoudite doit répondre de ses actes*
- 6 novembre 2018 *France: Poursuite du harcèlement judiciaire des «3+4 de Briançon»*
- 7 novembre 2018 *Initiative contre les droits humains: c'est le dernier moment pour se mobiliser !*
- 18 novembre 2018 *Initiative pour l'autodétermination du peuple vaudois, dite «Halte aux baillis de Berne!»*
- 23 novembre 2018 *Protégez les droits humains en Suisse: dernier moment pour voter!*
- 23 novembre 2018 *Stamm de votation dimanche des opposants à l'initiative dite de l'autodétermination.*
- 25 novembre 2018 *Le peuple suisse inflige un camouflet à l'UDC*
- 10 décembre 2018 *LSDH-VD - AG extraordinaire de ce soir*
- 21 décembre 2018 *Regards croisés sur les droits sociaux - La LSDH Genève fête ses 90 ans*

Communiqués de presse

Onze communiqués de presse ont été envoyés en 2018 :

- 9 mars 2018 *Appel à manifester contre les violences policières.
(Décès de Mike)*
- 20 mars 2018 *Manifestation à Lausanne ce soir.
(Décès de Mike)*
- 23 mars 2018 *Violences policières dans le canton de Vaud.
(Décès de Mike)*
- 19 avril 2018 *Violences policières: le canton de Vaud doit créer un organe de dépôt de plaintes indépendant.*
- 29 mai 2018 *France: Harcèlement judiciaire à l'encontre des « 3 de Briançon ».*
- 28 octobre 2018 *L'Arabie saoudite doit répondre de ses actes.*
- 6 novembre 2018 *France: Poursuite du harcèlement judiciaire des «3+4 de Briançon».*
- 18 novembre 2018 *Initiative pour l'autodétermination du peuple vaudois, dite «Halte aux baillis de Berne!».*
- 23 novembre 2018 *Stamm de votation dimanche des opposants à l'initiative dite de l'autodétermination.*
- 25 novembre 2018 *Le peuple suisse inflige un camouflet à l'UDC.*
- 21 décembre 2018 *Regards croisés sur les droits sociaux - La LSDH Genève fête ses 90 ans.*

A l'avenir, le Comité souhaite créer une Commission communication pour améliorer ses contacts avec la presse et développer la qualité de sa communication, tant interne qu'externe.

Site internet www.lsdh.ch

La section a publié 25 articles en 2018 sur le site de la LSDH, essentiellement lors de la campagne de votation du 25 novembre, mais aussi sur les questions de violences policières.

- 09.03.18 VAUD - Appel à manifester contre les violences policières.
- 23.03.18 Manif pour Mike.
- 23.03.18 Violences policières dans le canton de Vaud.
- 08.04.18 Vols spéciaux pour le Soudan: manif de ce soir à 17h à Lausanne !
- 09.04.18 Vols spéciaux pour le Soudan: «Un risque très élevé de torture».
- 19.04.18 Violences policières: le canton de Vaud doit créer un organe de dépôt de plaintes indépendant.
- 29.05.18 APPEL URGENT - France: Harcèlement judiciaire à l'encontre des « 3 de Briançon ».
- 10.07.18 Décès de notre présidente, Doris Leuenberger.
- 17.07.18 Délit de solidarité: La Commission européenne intervient.
- 23.08.18 Initiative anti-droits humains: Formation des militant-e-s.
- 05.09.18 La Cour européenne des droits de l'Homme: Enjeux et défis - Vue de l'intérieur.
- 25.09.18 "Les droits humains, ce n'est que pour les autres" ... (?)
- 26.09.18 Les cartes postales de la campagne sont arrivées !
- 26.09.18 "La Constitution ne suffit pas à protéger nos droits".
- 28.09.18 #IADHnon s'affiche! Le crowdfunding est lancé!
- 09.10.18 Les droits fondamentaux, pour la démocratie.
- 10.10.18 La Suisse protégera les droits fondamentaux.
- 27.10.18 L'Arabie saoudite doit répondre de ses actes.
- 29.10.18 La LSDH est de retour sur Twitter !
- 06.11.18 France: Poursuite du harcèlement judiciaire des «3+4 de Briançon».
- 07.11.18 La démocratie suisse contre l'initiative dite «pour l'autodétermination».
- 14.11.18 Mes droits, j'y tiens !
- 21.11.18 Face aux attaques contre le droit international, ne pas baisser la garde.
- 25.11.18 Le peuple suisse inflige un camouflet à l'UDC.

Facebook

Rejoignez-nous : www.facebook.com/lsdh.ch

Notre page Facebook, devenue celle de la LSDH-CH, est passée de 528 abonnés le 1^{er} janvier 2018 à 936 le 31 décembre.

485 post y ont été publiés en 2018, ayant suscité plus de 13'000 interactions et d'une portée globale de plus de 90'000 affichages.

Les publicités payantes durant la campagne ont touché 15'360 personnes, ont suscité 955 interactions et ont coûté 300.00 CHF.

Twitter

Rejoignez-nous : @lsdh_ch (nous n'avons que 48 abonnés...)

Le compte Twitter de la section a été réactivé et transformé en compte de la LSDH-CH à l'occasion de la campagne de votation du 25 novembre.

Conclusion : une année de mobilisation

Les visites de prisons par la Commission « Détention » se sont poursuivies avec compétence, efficacité et dynamisme et restent l'activité de terrain principale de la section.

De même que la Commission migration dont la création est imminente, la Commission de lutte contre les abus policiers (CLAP) qui est en train de se mettre en place, va venir renforcer notre action en faveur du respect des droits fondamentaux des populations les plus vulnérables. Mais son action portera plus loin. Seuls un contrôle démocratique et un rappel de leur rôle en tant que gardiens de la démocratie permettront aux membres des forces de l'ordre d'assumer leur fonction de garants de notre système démocratique. Et cela ne peut se faire s'ils se considèrent au-dessus des lois qu'ils ont eux-mêmes pour tâche de faire appliquer.

L'année a été très chargée, particulièrement en raison de la campagne contre l'initiative liberticide « Le droit suisse au lieu de juges étrangers (initiative pour l'autodétermination) » de l'UDC passée en votation le 25 novembre 2018. Mais les résultats du scrutin ont été à la hauteur de nos espoirs et de notre investissement, même si nous sommes bien conscients qu'ils ne sont pas que le fait de notre action, les milieux économiques, sur un tout autre argumentaire, y ont également grandement contribué. Les velléités isolationnistes et irresponsables de l'extrême-droite helvétique ont été clairement mises en échec. Il demeure que le projet politique qui sous-tendait cette initiative destinée à pousser la Suisse à résilier la Convention européenne des droits de l'Homme pour laisser libre cours au développement d'un arsenal juridique faisant fi des droits humains les plus élémentaires, reste des plus inquiétant. La mobilisation reste de mise, car il y a fort à parier que d'autres attaques tout aussi violentes interviendront dans un futur proche. Par d'autres biais peut-être, plus pernicieux, comme par exemple la création en cours d'un empire médiatique par Christoph Blocher grâce au rachat d'un nombre importants d'organes de presse dans notre pays. La liberté de la presse, et par là la formation de l'opinion publique, est en péril, aussi en raison de la diminution du nombre de titres et de leur concentration dans les mains de quelques groupes de presse désormais plus intéressés par les dividendes versés à leurs actionnaires et à défendre les intérêts financiers de ces derniers qu'à exercer leur rôle de quatrième pouvoir au sein de notre société démocratique.

L'année 2018 a été une année de campagne et de mobilisation. En 2019, la section reprendra son travail de développement qui a été mis quelque peu entre parenthèses, notamment en ce qui concerne la mise en place des commissions, le lobbying et le recrutement. Un accent sera mis en matière de formation sur la liberté de la presse, le droit d'asile et nos droits face à la police.

L'arrivée de nouvelles et nouveaux membres actifs au sein du Comité et des Commissions laisse entrevoir une belle année prolifique et dynamique.

Remerciements

Le président tient à remercier chaleureusement le vice-président Arnaud Thiéry, tant de son infatigable investissement personnel que de son hospitalité pour les séances du Comité de section. Il remercie également Romain Pilloud pour son important engagement dans la campagne du 25 novembre, ainsi que tous les membres du Comité pour leur implication et l'énergie dont ils font preuve et qui permet d'envisager très positivement l'avenir de la section. Il remercie encore tou-te-s les membres et militant-e-s qui ont activement participé aux différents événements organisés durant l'année et sans qui ces derniers n'auraient pas pu être possibles.

Lausanne, le 17 mars 2019

Pour le comité

Yan Giroud
Président